

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	5
A. Le droit du travail .....	6
B. Le droit de la sécurité sociale .....	6

## **PARTIE I** **Le droit du travail**

<b>I</b>	
<b>Introduction</b> .....	9
<b>2</b>	
<b>Les structures du droit du travail</b>	
<b>Leurs compétences</b> .....	11
<b>SECTION 1</b>	
Niveau national .....	11
<b>SECTION 2</b>	
Niveau interprofessionnel .....	12
<b>§ 1. Les organisations professionnelles</b> .....	12
I. <i>Les syndicats – Les organisations représentatives des cadres</i> .....	13
A. Les organisations représentatives .....	13
1. LES SYNDICATS .....	13
2. LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DE CADRES .....	14
B. L'attribution d'une personnalité juridique fictive .....	14
C. Les privilèges .....	15
D. Les tempéraments .....	16
II. <i>Les organisations patronales</i> .....	17
A. Notion d'organisations patronales .....	17
B. Pouvoirs des organisations patronales .....	18
<b>§ 2. Le Conseil national du travail</b> .....	18
I. <i>Missions</i> .....	18

A. Mission consultative .....	18
B. Mission normative.....	19
II. <i>Composition du Conseil national du travail</i> .....	20
<b>§ 3. L'Inspection du travail</b> .....	20
I. <i>Composition</i> .....	20
II. <i>Pouvoirs – Devoirs</i> .....	21
<b>SECTION 3</b>	
Niveau professionnel.....	21
<b>§ 1. Les commissions et les sous-commissions paritaires</b> .....	22
I. <i>Les commissions paritaires</i> .....	22
II. <i>Les sous-commissions paritaires</i> .....	22
<b>§ 2. Champ d'activité</b> .....	23
<b>§ 3. Composition – fonctionnement</b> .....	23
<b>§ 4. Compétence des commissions et sous-commissions paritaires</b> .....	24
I. <i>La conclusion de conventions collectives</i> .....	24
A. Définition .....	24
B. Les parties contractantes : les notions d'organisations d'employeurs et de travailleurs.....	25
C. Contenu et force obligatoire des conventions collectives .....	25
D. Conditions de validité de la convention collective.....	28
1. CONDITIONS DE FORME.....	28
2. CONDITIONS DE FOND .....	28
II. <i>Autres missions des commissions paritaires</i> .....	29
A. Conciliation.....	29
B. Avis .....	29
C. Autres missions.....	30
<b>SECTION 4</b>	
Niveau de l'entreprise .....	30
<b>§ 1. Les conseils d'entreprise</b> .....	32
I. <i>Institution</i> .....	32
II. <i>Composition et fonctionnement du conseil d'entreprise</i> .....	32
III. <i>Compétences du conseil d'entreprise</i> .....	35
A. Compétence d'information et d'avis.....	35
1. L'INFORMATION DU CONSEIL D'ENTREPRISE RELATIVE À L'EMPLOI ET À LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE .....	35
2. LE CONSEIL PEUT DONNER DES AVIS SUR LES MATIÈRES DONT IL A ÉTÉ INFORMÉ.....	37
B. Compétence de décision .....	38
IV. <i>Protection des délégués du personnel dans les conseils d'entreprise     et des candidats aux élections sociales</i> .....	39
A. Les délégués du personnel .....	39

B. Les candidats .....	41
<b>§ 2. Les comités pour la prévention et la protection au travail .....</b>	<b>42</b>
I. <i>Institution</i> .....	42
II. <i>Composition et fonctionnement du comité</i> .....	42
III. <i>Compétences du comité</i> .....	42
A. Compétences en matière de prévention et de protection au travail .....	42
B. Compétences déléguées du conseil d'entreprise .....	43
IV. <i>Protection des délégués du personnel dans les comités         pour la prévention et la protection au travail et des candidats         aux élections sociales</i> .....	43
<b>§ 3. Les délégations syndicales .....</b>	<b>43</b>
I. <i>Institution</i> .....	44
II. <i>Composition et fonctionnement de la délégation</i> .....	44
III. <i>Compétences de la délégation syndicale</i> .....	46
A. Compétences prévues par convention collective .....	46
1. REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS :	
COMPÉTENCE DITE REVENDICATIVE .....	46
2. CONCILIATION – NÉGOCIATION .....	46
3. INFORMATION .....	46
B. Compétence prévue par la loi .....	47
IV. <i>Protection des délégués syndicaux</i> .....	47
A. Principe .....	47
B. Exception .....	49
<b>3</b>	
<b>Phénomènes collectifs du travail .....</b>	<b>51</b>
<b>SECTION 1</b>	
<b>Les transferts d'entreprise .....</b>	<b>51</b>
<b>§ 1. Les transferts conventionnels d'entreprise .....</b>	<b>51</b>
A. Les conséquences d'un transfert conventionnel d'entreprise en droit individuel du travail .....	52
B. Les conséquences d'un transfert conventionnel d'entreprise en droit collectif du travail .....	53
<b>§ 2. Les transferts après faillite .....</b>	<b>54</b>
<b>SECTION 2</b>	
<b>Les fermetures d'entreprise – Les licenciements collectifs –     Les restructurations .....</b>	<b>55</b>
<b>§ 1. Les fermetures d'entreprise .....</b>	<b>55</b>
I. <i>Notion et assimilation</i> .....	55
II. <i>Conséquences de la fermeture</i> .....	56

A. Entreprises occupant au moins 20 travailleurs .....	56
1. L'INFORMATION .....	56
2. LES INDEMNITÉS DE FERMETURE – LES INDEMNITÉS DE TRANSITION .....	57
3. LA GARANTIE DE PAIEMENT PAR LE FONDS D'INDEMNISATION .....	58
B. Entreprises occupant moins de 20 personnes .....	59
<b>§ 2. Les licenciements collectifs</b> .....	59
I. <i>Notion</i> .....	60
II. <i>Réglementation du licenciement collectif</i> .....	60
A. Information préalable .....	61
B. Indemnité de licenciement collectif .....	63
C. La gestion active des restructurations (L. du 23 décembre 2005, A.R. du 31 mars 2006 et du 3 mai 2007) .....	64
<b>SECTION 3</b>	
La grève .....	64
<b>§ 1. Définition</b> .....	64
<b>§ 2. Le droit de la grève</b> .....	65
I. <i>Mode de déclenchement</i> .....	65
II. <i>Conséquences de la grève sur la relation individuelle de travail</i> .....	66
<b>§ 3. Les effets de la grève</b> .....	67
I. <i>Effets de la grève licite ou régulière</i> .....	67
II. <i>La grève irrégulière</i> .....	67
A. Définition de la grève irrégulière .....	67
B. Les effets de la grève illicite ou irrégulière .....	68
<b>4</b>	
<b>Le contrat de travail</b> .....	69
<b>SECTION 1</b>	
Les contrats soumis à la loi du 3 juillet 1978 .....	69
<b>SECTION 2</b>	
Les éléments constitutifs du contrat de travail .....	72
<b>§ 1. La rémunération</b> .....	72
I. <i>Rémunération en espèces</i> .....	72
A. Rémunération fixe .....	72
B. Rémunération variable .....	74
C. Gratifications .....	75
II. <i>La rémunération en nature</i> .....	75
<b>§ 2. L'autorité</b> .....	76
<b>SECTION 3</b>	
La durée du contrat de travail – Le contrat de remplacement .....	77

§ 1. La durée du contrat .....	77
§ 2. Le remplacement .....	79
<b>SECTION 4</b>	
La forme du contrat de travail – Les sanctions .....	80
§ 1. Le contrat à durée indéterminée .....	80
§ 2. Le contrat conclu pour une durée déterminée ou un travail nettement défini .....	80
§ 3. Le contrat de remplacement .....	81
§ 4. Le contrat d’occupation d’étudiants .....	81
<b>SECTION 5</b>	
La formation du contrat de travail .....	82
§ 1. Les dispositions d’ordre linguistique .....	82
I. <i>Champ d’application</i> .....	83
II. <i>Obligations – sanctions</i> .....	83
§ 2. Les éléments de l’accord .....	84
<b>SECTION 6</b>	
L’exécution du contrat de travail .....	85
§ 1. Le respect des conditions de travail convenues – Le pouvoir de les modifier unilatéralement .....	85
§ 2. Les autres obligations des parties au cours de l’exécution du contrat .....	87
§ 3. La responsabilité des parties au cours de l’exécution du contrat. ...	89
I. <i>Responsabilité du travailleur</i> .....	89
II. <i>Responsabilité de l’employeur</i> .....	89
<b>SECTION 7</b>	
La suspension de l’exécution du contrat .....	90
§ 1. Les événements de force majeure .....	90
§ 2. La volonté des parties .....	90
§ 3. Les causes légales de suspension .....	91
I. <i>Causes de suspension concernant l’ensemble des travailleurs</i> .....	91
A. Les vacances annuelles .....	91
B. Le congé de maternité .....	92
1. LE CONGÉ PRÉNATAL .....	92
2. LE CONGÉ POSTNATAL .....	92
C. Le congé de paternité .....	93
D. Le congé parental .....	94
E. Le crédit temps .....	94

F. Les petits congés . . . . .	96
G. Les périodes d'incapacité de travail . . . . .	97
H. L'impossibilité d'arriver au travail ou de poursuivre celui-ci . . . . .	98
I. La détention préventive . . . . .	99
II. <i>Causes de suspension propres aux ouvriers</i> . . . . .	99
A. L'accident technique . . . . .	99
B. Les intempéries . . . . .	100
C. Les circonstances économiques . . . . .	100
III. <i>Cause de suspension propre aux employés</i> . . . . .	101

## SECTION 8

La fin du contrat de travail . . . . .	102
§ 1. Les modes généraux d'extinction des obligations . . . . .	102
I. <i>La force majeure</i> . . . . .	102
II. <i>La condition résolutoire</i> . . . . .	102
III. <i>La résolution judiciaire</i> . . . . .	103
§ 2. <i>La mort d'une partie</i> . . . . .	103
§ 3. <i>L'échéance du terme – L'accomplissement du travail convenu</i> . . . . .	104
§ 4. <i>La volonté commune des parties</i> . . . . .	104
§ 5. <i>La volonté d'une partie</i> . . . . .	104
I. <i>La rupture non motivée</i> . . . . .	104
A. Introduction . . . . .	105
1. INTERDICTION DE LICENCIER SANS MOTIFS . . . . .	105
2. LE LICENCIEMENT MANIFESTEMENT DÉRAISONNABLE . . . . .	107
B. Le congé . . . . .	108
C. Le congé moyennant préavis . . . . .	108
1. CONDITIONS DE FORME . . . . .	109
2. PRISE DE COURS DU DÉLAI DE PRÉAVIS . . . . .	110
3. DURÉE DU PRÉAVIS . . . . .	110
4. ÉCOULEMENT DU DÉLAI DE PRÉAVIS . . . . .	112
D. Le congé moyennant indemnité . . . . .	113
1. LA RUPTURE MOYENNANT INDEMNITÉ CONSIDÉRÉE COMME UNE SANCTION . . . . .	113
2. LA RUPTURE MOYENNANT INDEMNITÉ, MODE PARTICULIER DE RUPTURE DU CONTRAT . . . . .	113
II. <i>La rupture pour motif grave</i> . . . . .	114
A. Définition . . . . .	114
B. Conditions de validité . . . . .	115
1. LES DÉLAIS . . . . .	115
2. CONDITIONS DE FORME . . . . .	116
3. CONDITIONS LINGUISTIQUES . . . . .	116
C. Effets de la rupture pour motif grave . . . . .	116

## SECTION 9

Les obligations des parties après la fin du contrat de travail . . . . .	117
--	-----

§ 1. Obligations de l'employeur .....	117
§ 2. Obligations du travailleur .....	118
I. Régime général des clauses de non-concurrence .....	119
A. Conditions de validité .....	119
B. Conditions d'opposabilité .....	119
C. Effets de la clause de non-concurrence .....	120
II. Régimes spéciaux .....	120
A. La clause de non-concurrence souscrite par les représentants de commerce .....	120
B. La clause de non-concurrence souscrite par certains employés occupés par certaines entreprises .....	121
1. ENTREPRISES ET EMPLOYÉS CONCERNÉS .....	121
2. CONDITIONS DE VALIDITÉ .....	122
3. CONDITIONS D'OPPOSABILITÉ .....	122
4. EFFICACITÉ DE LA CLAUSE DÉROGATOIRE .....	122
<b>SECTION 10</b>	
La prescription .....	122
§ 1. Délai prévu par la loi du 3 juillet 1978 .....	122
§ 2. Délai prévu par le Code d'instruction criminelle .....	122

## PARTIE 2

### Le droit de la sécurité sociale

<b>I</b>	
<b>Introduction</b> .....	127
<b>2</b>	
<b>La sécurité sociale des travailleurs salariés</b> .....	129
<b>SECTION 1</b>	
Les accidents du travail et les maladies professionnelles .....	129
§ 1. Les accidents du travail .....	129
I. Champ d'application de la réglementation .....	130
II. Les conditions de la réparation .....	131
A. Le principe .....	131
B. Les exceptions .....	132
III. La nature de la réparation .....	132
A. Réparation forfaitaire .....	132
1. ACCIDENT DU TRAVAIL MORTEL .....	132
2. L'INCAPACITÉ DE TRAVAIL .....	133
B. Réparation non forfaitaire (art. 46) .....	134

IV. L'assurance (art. 49) .....	134
<b>§ 2. Les maladies professionnelles.</b> .....	135
<b>SECTION 2</b>	
<b>Les cinq branches de la sécurité sociale des travailleurs salariés</b> ....	136
<b>§ 1. L'office national de sécurité sociale (O.N.S.S.).</b> .....	137
I. <i>La collecte des cotisations et leur répartition</i> .....	137
A. La collecte des cotisations .....	137
1. DÉBITEURS DES COTISATION. ....	137
2. ASSIETTE DES COTISATIONS .....	139
B. Paiement des cotisations, sanctions, prescription .....	141
C. La répartition des cotisations .....	142
II. <i>Les missions accessoires de l'O.N.S.S.</i> .....	142
<b>§ 2. L'assurance soins de santé et indemnités</b> <b>(anciennement dénommée « assurance maladie-invalidité,</b> <b>loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance soins</b> <b>de santé et indemnités et A.R. d'exécution du 3 juillet 1996)</b> ....	142
I. <i>Institutions et fonctionnement du régime</i> .....	142
II. <i>Conditions d'assurabilité</i> .....	143
III. <i>Prestations</i> .....	144
A. Les indemnités .....	144
1. CONDITIONS DE DÉBITION .....	144
2. LES DIVERSES INDEMNITÉS .....	145
B. Les soins de santé. ....	146
<b>§ 3. Le régime des allocations familiales</b> .....	147
I. <i>Institutions et fonctionnement du régime</i> .....	147
II. <i>Les prestations</i> .....	148
A. Les prestations en espèces .....	148
1. CONDITIONS DE DÉBITION .....	148
2. LES PRESTATIONS. ....	149
B. Les équipements en faveur des familles .....	150
<b>§ 4. Le régime de l'emploi et du chômage</b> .....	150
I. <i>Institutions et fonctionnement du régime</i> .....	150
II. <i>Les objectifs du régime</i> .....	151
A. La promotion de l'emploi .....	151
1. LE PLACEMENT .....	151
2. LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES .....	152
3. LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	154
B. Les allocations de chômage. ....	154
1. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ : LE STAGE .....	154
2. CONDITIONS D'OCTROI. ....	155
3. TAUX DES ALLOCATIONS DE CHÔMAGE. ....	156



4. PAIEMENT DES ALLOCATIONS DE CHÔMAGE (À RAISON DE 26 ALLOCATIONS JOURNALIÈRES PAR MOIS) . . . . .	158
C. Le régime de chômage avec complément d'entreprise . . . . .	158
1. OCTROI . . . . .	159
2. MONTANT . . . . .	159
<b>§ 5. Le régime des pensions . . . . .</b>	<b>160</b>
I. <i>Institution et fonctionnement du régime</i> . . . . .	160
II. <i>Conditions d'octroi</i> . . . . .	160
A. La carrière . . . . .	160
B. L'âge . . . . .	161
III. <i>Montant de la pension</i> . . . . .	161
A. Pension de retraite . . . . .	161
B. Pension de survie . . . . .	161
IV. <i>Demande et paiement de la pension</i> . . . . .	162
<b>§ 6. Le régime des vacances annuelles . . . . .</b>	<b>162</b>
I. <i>Institution et fonctionnement</i> . . . . .	162
II. <i>Conditions d'octroi – Montant des pécules</i> . . . . .	162
<b>3</b>	
<b>La sécurité sociale des travailleurs indépendants . . . . .</b>	<b>163</b>
SECTION 1	
Travailleurs visés (A.R. n° 38 – 28 juillet 1967) . . . . .	163
SECTION 2	
Obligations des travailleurs visés . . . . .	164
§ 1. <b>Affiliation</b> . . . . .	164
§ 2. <b>Cotisations</b> . . . . .	165
SECTION 3	
Les prestations . . . . .	166
§ 1. <b>Les prestations familiales</b> . . . . .	166
I. <i>Conditions</i> . . . . .	166
II. <i>Taux</i> . . . . .	166
§ 2. <b>Le régime d'assurance soins de santé et indemnités</b> . . . . .	167
I. <i>Les prestations en nature</i> . . . . .	167
A. <i>Conditions d'intervention</i> . . . . .	167
B. <i>Prestations servies</i> . . . . .	167
II. <i>Les prestations en espèces</i> . . . . .	167
§ 3. <b>Le régime de pension</b> . . . . .	168
I. <i>Conditions d'octroi</i> . . . . .	168

A. Pension de retraite .....	168
B. Pension de survie .....	168
II. <i>Conditions de paiement</i> .....	168

## 4

<b>La solidarité nationale</b> .....	169
--------------------------------------	-----

### SECTION 1

Le droit à l'intégration sociale .....	169
--	-----

### SECTION 2

La garantie de revenus aux personnes âgées : Grapa .....	170
--	-----

## PARTIE 3

### Éléments de contentieux social

## I

<b>Les juridictions sociales : distribution géographique, composition et organisation</b> .....	175
---	-----

### SECTION 1

Distribution géographique .....	175
---------------------------------	-----

### SECTION 2

Composition des cours et tribunaux du travail .....	176
---	-----

§ 1. <b>Le tribunal du travail</b> .....	176
--	-----

I. <i>Les magistrats assis (C. jud., art. 81 et s.)</i> .....	176
---	-----

II. <i>Le ministère public (C. jud., art. 152 et s.)</i> .....	177
--	-----

III. <i>Les greffiers (C. jud., art. 164)</i> .....	177
---	-----

§ 2. <b>La cour du travail</b> .....	177
--------------------------------------	-----

I. <i>Les magistrats assis (C. jud., art. 103 et s.)</i> .....	177
--	-----

II. <i>Le ministère public (C. jud., art. 145)</i> .....	177
--	-----

III. <i>Les greffiers (C. jud., art. 164 et s.)</i> .....	178
---	-----

### SECTION 3

Organisation des cours et tribunaux du travail .....	178
--	-----

§ 1. <b>Le tribunal du travail (C. jud., art. 81 et s.)</b> .....	178
---	-----

I. <i>Le tribunal du travail est divisé en chambres</i> .....	178
---	-----

II. <i>Il y a des chambres à trois juges et des chambres à cinq juges</i> .....	178
---	-----

§ 2. <b>La cour du travail (C. jud., art. 104)</b> .....	179
--	-----

## 2

### **Les attributions du ministère public et les compétences des juridictions sociales**..... 181

#### **SECTION 1**

Les attributions du ministère public..... 181

§ 1. Les attributions du ministère public devant les juridictions  
du travail..... 181

I. *Le droit d'action* ..... 182

II. *Le droit d'avis* ..... 182

III. *Le droit de réquisition* ..... 182

§ 2. Attributions du ministère public devant les juridictions pénales..... 182

#### **SECTION 2**

Les compétences des juridictions sociales ..... 183

§ 1. La compétence d'attribution (C. jud., art. 578 et s.)..... 183

§ 2. Le ressort (C. jud., art. 616)..... 183

§ 3. La compétence territoriale (C. jud., art. 627 et s.)..... 184

## 3

### **La procédure** ..... 185

#### **SECTION 1**

La comparution ou la représentation des parties  
devant les juridictions du travail (C. jud., art. 728)..... 185

#### **SECTION 2**

L'instance ..... 186

§ 1. L'introduction de la demande ..... 186

§ 2. L'instruction de la demande..... 187

I. *L'instruction par les parties avant l'audience* ..... 187

II. *L'audience – le jugement*..... 187

§ 3. Les voies de recours..... 187

I. *L'opposition* ..... 187

II. *L'appel* ..... 188

III. *Le pourvoi en cassation* ..... 188

IV. *Le recours à la Cour constitutionnelle* ..... 188